



SAMEDI 8 MARS

MOBILISATION POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

SAMEDI 8 MARS 2025 DÉPART À 14H00

PARCOURS : RÉPUBLIQUE → NATION

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2025, la CFDT Île-de-France, aux côtés de l'intersyndicale francilienne (CGT, FSU, UNSA, Solidaires), appelle à la mobilisation pour dénoncer l'absence persistante d'égalité entre les femmes et les hommes dans les entreprises et les administrations.

Malgré les lois et dispositifs en place, le manque de volonté réelle des employeurs et des gouvernements successifs freine l'application effective des mesures visant à lutter contre les inégalités persistantes entre les femmes et les hommes.

UN CONSTAT ALARMANT

- **Salaires** : Les femmes gagnent en moyenne 23,5 % de moins que les hommes, en partie en raison du temps partiel.
- **Carrière** : Bien qu'elles aient souvent un niveau de diplôme supérieur, elles n'occupent que
- 42,6 % des postes de cadre.

- **Précarité** : 57 % des personnes au SMIC et 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.
- **Retraite** : Les pensions des femmes sont en moyenne 38 % inférieures à celles des hommes.
- **Parentalité** : Les femmes assument 95 % des congés parentaux et dirigent 82 % des familles monoparentales.

Les femmes sont également confrontées à des obstacles professionnels tels que les « plafonds de verre », les « planchers collants » et des carrières en accordéon.

DES REVENDICATIONS POUR UNE ÉGALITÉ RÉELLE

L'intersyndicale réclame :

- *L'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.*
- *La revalorisation des métiers à prédominance féminine.*
- *La mise en œuvre ambitieuse de la directive européenne sur la transparence salariale.*
- *L'abrogation de la réforme des retraites fixant l'âge légal à 64 ans, particulièrement pénalisante pour les femmes.*
- *Le renforcement des services publics, notamment pour la petite enfance.*
- *L'augmentation des moyens dédiés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.*

REJOIGNEZ L'INTERSYNDICALE SAMEDI 8 MARS À 14H00, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, POUR UNE GRANDE MOBILISATION

Parcours (en attente de validation par la Préfecture) : **République → Madeleine**

Appel à rejoindre les cortèges.

La Fédération Communication, Conseil, Culture (F3C) CFDT appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs de ses secteurs à se mobiliser le 8 mars 2025, journée internationale des droits des femmes.

Nos secteurs, qu'il s'agisse des télécoms, de la culture, de la communication, des assurances, du conseil, comptent de nombreuses femmes qui font face à des inégalités persistantes : écarts de salaires, sous-représentation aux postes de responsabilité, précarité, sexisme et violences au travail.

La F3C CFDT exige :

- *L'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes.*

- *Des carrières accessibles aux femmes avec des perspectives d'évolution.*
- *Des conditions de travail dignes et respectueuses pour toutes et tous.*
- *Des actions concrètes contre les violences sexistes et sexuelles au travail.*

Nous appelons nos adhérentes et adhérents, ainsi que l'ensemble des salarié-es, à rejoindre les cortèges organisés partout en France. À Paris et en région, faisons entendre nos voix pour une société plus juste et égalitaire !

Retrouvez les mobilisations proches de chez vous sur les canaux de la F3C CFDT et de votre union régionale.

Ensemble, le 8 mars, montrons que sans les femmes, rien ne tourne !

F3C CFDT - Engagée pour l'égalité

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est toujours pas une réalité dans nos entreprises et administrations.

L'égalité professionnelle s'inscrit dans un projet de société et nécessite une volonté à la fois politique et budgétaire. Les législations successives et la mise en place de l'index égalité pour tenter de corriger les écarts ne suffisent pas. Ce constat que nous posons, année après année est largement admis et pourtant il n'y a aucune réelle volonté du patronat et des gouvernements successifs pour appliquer et faire appliquer la Loi et aboutir à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les chiffres sont têtus et illustrent ces inégalités au détriment des femmes :

- *Elles perçoivent des salaires de 23.5 % en moyenne inférieurs à ceux des hommes (en prenant en compte les temps partiels)*
- *Elles occupent 42.6 % des emplois de cadre alors qu'elles sont plus diplômées que les hommes*
- *Elles représentent 57 % des Smicard-es*
- *Elles occupent près de 80 % des emplois à temps partiels dont beaucoup de temps partiels imposés*
- *Elles touchent des pensions de retraite de droits directs 38 % moins élevées en moyenne que celles des hommes*

- *Elles sont à la tête de 82 % des familles monoparentales*
- *Elles prennent 95 % des congés parentaux*

Plafonds de verre, planchers collants, parois de verre sont autant de termes qui qualifient les carrières des femmes. Elles ont plus difficilement accès aux postes à responsabilité, elles sont plus nombreuses à être dans les bas salaires et à y rester, elles sont concentrées dans des métiers à prédominance féminine sous-valorisés et mal rémunérés.

Elles subissent aussi les carrières en accordéon qui les pénalisent sur leur rémunération durant leur vie active mais également sur leur pension de retraite. Le poids de la parentalité, incluant la double journée et la charge mentale, le manque de structures publiques de la petite enfance, pénalisent quasi-exclusivement la carrière des mères, accentuant encore les inégalités salariales. Elles sont 30 % à réduire leur activité professionnelle à l'arrivée du 1er enfant. Aujourd'hui, les métiers du soin et du lien sont en grande tension par manque d'effectifs et il manque plus de 200 000 places dans la petite enfance. Malgré les scandales récents dans les crèches privées, aucune mesure solide n'a été annoncée pour renforcer le service public de la petite enfance alors même qu'il s'agit d'un facteur déterminant pour l'émancipation des femmes.

Majoritaires parmi les personnels de la Fonction publique et principales usagères, les femmes seront les premières impactées par les coupes sombres envisagées dans le budget pour les services publics. Si la mobilisation intersyndicale a permis de faire reculer le gouvernement sur son projet d'imposer 3 jours de carence, il n'a pas renoncé à celui de baisser à 90% la rémunération des agent.es en cas d'arrêt maladie.

Nous combattons cette injustice profonde qui pénalisera d'abord les femmes, leur rémunération et leur pouvoir d'achat. Enfin, les moyens alloués à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sont encore très en deçà des besoins. La convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail pour lutter contre la violence et le harcèlement au travail et la recommandation 206 associée sont appliquée à minima par la France.

Pour toutes ces raisons, partout en France, le 8 mars 2025 est l'occasion de rappeler nos revendications afin d'obtenir :

- *l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes*
- *la revalorisation des métiers à prédominance féminine*

- *la transposition ambitieuse de la directive européenne pour la transparence salariale et la révision en profondeur de l'index Egapro.*
- *l'abrogation de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans qui pénalise en premier lieu les femmes.*
- *des services publics de qualité répondant aux besoins notamment dans la petite enfance*
- *plus de moyens pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles*

Les femmes ne veulent plus de paroles en l'air, elles veulent des actes !

Infos pratiques

Suivez-nous sur les réseaux !



[S3C CFDT TELECOMS PRESTATAIRES](#)



[S3C Télécoms prestataires IDF](#)



[s3telecomsprestatairesidf](#)



[S3C Télécoms Prestataires IDF](#)



[s3telecomsprestatairesidf](#)



[S3CTélécomsPrestatairesIDF](#)

Documents

[8 MARS 2025 ENSEMBLE POUR L'EGALITE](#)

[8 mars, journée internationale des droits des femmes Nous voulons enfin des actes !](#)

[Violentometre cfdt](#)

[Manifeste féministe](#)

[MOBILISATION POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES](#)

[PDF](#)



- [Facebook share](#)

•